

Evènement syndical FPHN 2020

13 juillet, 8h - 9h heure de New York

En raison de la pandémie de Covid-19, cet évènement se tiendra virtuellement en anglais et une interprétation en français et en espagnol sera assurée.



Décennie d'action des ODD : un nouveau contrat social pour la reprise et la résilience

La pandémie de Covid-19 a provoqué une crise sans précédent pour la santé, les emplois et la vie des individus dans le monde entier. Les gouvernements doivent prendre des mesures extraordinaires et radicales pour surmonter cette urgence et jeter les fondements de la relance. Une approche fragmentaire n'est clairement pas la réponse à apporter. Au contraire, la voie à suivre est un changement généralisé basé sur des politiques interconnectées et complémentaires aux niveaux social, économique et écologique.

Si la crise rend la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) plus difficile, il est tout aussi clair que le multilatéralisme et les ODD du Programme 2030 sont plus pertinents que jamais. Les ODD sont porteurs d'une vision et nous montrent la voie à suivre pour construire des économies résilientes et des sociétés inclusives. Les mesures de relance et les investissements devraient se conformer aux ODD en vue de lutter contre la pauvreté et le chômage et accroître la durabilité.

La pandémie de Covid-19 nous montre aussi sans détour le rôle primordial de l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) dans le contexte du Programme 2030. L'ODD 8 est la mesure la plus diversifiée étant donné qu'elle inclut des objectifs en matière de travail décent, de santé et sécurité au travail, de protection sociale, de croissance économique inclusive, de répartition équitable des richesses et de préservation de l'environnement.

Comme le montre [l'observatoire de l'ODD 8 de la CSI](#), avant la pandémie, le monde n'était pas en voie d'atteindre l'ODD 8 y le volet économique ne peut à lui seul assurer la pleine réalisation des ambitions de l'ODD 8 ni de celles du Programme 2030. Il faudra prendre en considération, outre le PIB, d'autres éléments qui contribuent à améliorer le niveau de vie, la protection sociale et les services publics, les droits et libertés démocratiques, l'engagement des personnes et le respect de l'environnement qui sont essentiels pour créer des économies durables et justes, y compris l'amélioration de la disponibilité des données pour suivre les progrès et soutenir la gouvernance mondiale.

La couverture extrêmement insuffisante de la protection sociale, par exemple, exige des gouvernements qu'ils prennent des mesures multilatérales d'urgence telles que le fonds mondial de protection sociale pour répondre aux besoins des pays les plus défavorisés, tant au niveau humanitaire qu'en termes de relance. Une somme d'environ 35 milliards de dollars assurerait un financement de cinq ans qui permettrait de garantir une aide d'urgence dès à présent dans les pays les plus pauvres au monde et d'accroître leur résilience au fil du temps pour qu'ils puissent survivre à la prochaine crise.

La relance et la reconstruction après la pandémie de Covid-19 demandent des gouvernements qu'ils prennent des mesures spécifiques en vue du travail décent et de la croissance inclusive. Ces mesures ne sont possibles qu'avec la participation et le soutien des organisations de travailleurs et d'employeurs (partenaires sociaux). La résilience ne peut naître que du dialogue social, qui contribue grandement à l'élaboration de politiques équitables et à l'établissement d'un nouveau contrat social entre gouvernements, employeurs et travailleurs.

Objectifs

Le document [Décennie d'action pour atteindre les ODD - Réponses syndicales en matière de politiques](#) met en évidence la pertinence des ODD dans la reprise et la résilience suite à la pandémie de Covid-19, et propose des réponses politiques pour accélérer la décennie d'action des ODD en se concentrant sur le rôle moteur de l'ODD 8 dans le Programme 2030. L'objectif de l'événement est d'échanger des vues entre les différents acteurs sur ces propositions et de soutenir l'engagement politique sur les recommandations visant à favoriser un nouveau contrat social pour le développement durable.

Programme

Débat modéré par Sharan Burrow, Secrétaire générale de la CSI

Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies et Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement durable

Mario Cimoli, Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Jacqueline Mugo, Secrétaire générale de Business Africa

Ayuba Wabba, Président national du Nigeria Labour Congress et Président de la CSI

Guy Ryder, Directeur général, Organisation Internationale du Travail

Organisateur

Confédération syndicale internationale (CSI). Contact : paola.simonetti@ituc-csi.org